

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

IL Y A 100 ANS, LE 1er MAI La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien

La récupération de tout ce qui appartient au prolétariat est une des armes majeures du capitalisme aux abois pour mystifier les masses ouvrières. Rien ne se prête mieux à cela que les formes surannées des grands moments de la lutte de classe. Parmi ceux-ci, cette journée de lutte internationale du prolétariat que fut autrefois le 1er Mai occupe une place de prédilection. Depuis des décennies, le 1er Mai est devenue une journée fériée officielle, le jour de la "Fête du Travail", célébrée dans la plupart des pays, par tous les gouvernements, de droite ou de gauche, démocratiques ou fascistes, républicains ou socialistes, libéraux ou militaires... Plus le 1er Mai s'est vidé de son contenu de lutte de classe et plus les forces du capital s'acharnent à entretenir, pour mieux l'exploiter, l'attachement sentimental qui survit encore dans la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la célébration du centenaire du 1er Mai est une nouvelle occasion pour la bourgeoisie et ses syndicats de continuer à dénaturer le véritable contenu de la lutte prolétarienne afin de tenter d'enchaîner la classe ouvrière au char du capital. Ainsi, au moment-même où, avec l'effondrement du bloc de l'Est, la scène internationale est quotidiennement occupée par les campagnes démocratiques de toutes sortes, où on cherche à nous faire croire que le prolétariat n'a pas d'autre alternative que de s'aménager une petite place dans un capitalisme éternel, où les partis de gauche, les syndicats, les gauchistes, s'efforcent de réduire la lutte à mort entre le capital et le travail en une lutte pour des "réformes", pour un capitalisme "à visage humain", plus "juste", plus "égalitaire", le carnaval du 1er Mai 1990 ne peut être qu'un concentré de toute l'offensive idéologique actuelle de la bourgeoisie contre le prolétariat. C'est ainsi que la CGT nous appelle à faire de ce 1er mai non pas une journée de lutte internationale du prolétariat exprimant son unité et sa solidarité de classe, mais une journée de fête... "du syndicalisme", tandis que les gauchistes (notamment ceux de la LCR) enfourchent le cheval de bataille de la lutte "anti-Le Pen". Tout ce joli monde assaisonne ainsi cet anniversaire au goût du jour ; le 1er Mai 1990 aura été une grande mascarade où toutes

les forces d'encadrement bourgeoises auront uni leurs efforts pour tenter de dévoyer les ouvriers derrière les pires mystifications : lutte pour la "démocratie" et les "droits de l'Homme", c'est-à-dire pour la dictature du capital et le droit de la classe dominante d'exploiter, de massacrer, d'affamer des dizaines de millions d'êtres humains, lutte pour un "syndicalisme fort", c'est-à-dire pour le renforcement des manœuvres de sabotage, de division des luttes ouvrières, lutte pour une politique "qui réponde aux besoins du pays", c'est-à-dire pour la défense du capital national...

Face à cette gigantesque entreprise de dévoiement du prolétariat, les révolutionnaires doivent dénoncer avec la plus vive énergie cette répugnante récupération de ce que fut, il y a cent ans, le 1er Mai. Le texte que nous publions ci-dessous est un extrait d'un article paru dans la revue "Internationalisme" en mai 1947. C'était la première fois qu'un groupe révolutionnaire s'attaquait sans crainte superstitieuse et mettait en question les valeurs de la tradition, combattant vigoureusement tout ce qui est devenu un fétiche, un carcan emprisonnant les forces vives de la lutte prolétarienne. Bien entendu, les circonstances historiques dans lesquelles cet article fut écrit, au sortir de la seconde guerre mondiale, ne sont pas les mêmes que celles qui prévalent aujourd'hui. Ce n'est pas, comme en 1947, à un prolétariat battu, exsangue, embrigadé derrière les drapeaux du capital national que s'adresse le carnaval du 1er Mai 1990. C'est à une classe ouvrière qui, depuis plus de 20 ans, a retrouvé le chemin de sa lutte de classe, un prolétariat qui, malgré ses difficultés présentes, malgré le désarroi que provoque aujourd'hui dans ses rangs l'agonie d'un de ses pires ennemis, le stalinisme, n'est pas prêt à se soumettre aux intérêts du capitalisme. Mais l'analyse et les réflexions de cet article, et le danger signalé de l'utilisation des "valeurs de la tradition" pour mieux fourvoyer la classe ouvrière, reste plus que jamais d'actualité. Car, au-delà de la différence de période, le message qu'il nous transmet reste plus que jamais vivant : le prolétariat est la seule classe révolutionnaire. Lui seul est capable d'offrir un avenir à l'humanité.

1er MAI 1947

■ Quand, pour la première fois, l'Internationale ouvrière décidait d'appeler les ouvriers du monde à organiser une journée internationale de manifestation et de solidarité prolétarienne, elle entendait exprimer plus qu'une commémoration des victimes de Chicago tombées dans la lutte ; car cette commémoration ne fut que l'occasion accidentelle qui se présentait. La décision de faire du 1er Mai une journée internationale de lutte du prolétariat dépassait même l'intention consciente des congressistes qui l'avaient prise.

Cette journée était une manifestation d'une nouvelle réalité, d'un fait nouveau dans l'histoire humaine : la nais-

sance d'une classe qui est internationale. Une classe qui, à l'encontre de toutes celles qui ont existé jusqu'à ce jour, ne rencontre plus des intérêts matériels, économiques, sociaux, politiques, idéologiques divergents, tendant à la diviser. Au contraire, toutes les conditions se trouvaient réunies pour la première fois dans l'histoire, faisant de cette classe une unité mondiale, une unité humaine, une préfiguration de l'humanité unifiée, de la société à venir.

D'UNE JOURNEE DE LUTTE PROLETARIENNE...

Le 1er Mai fut la matérialisation de l'idée exprimée par Marx et Engels, 40 ans avant : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous". Cette idée est le fondement du socialisme, la

base agissante du mouvement ouvrier, en dehors de laquelle le prolétariat perd son caractère de classe et cesse d'être une force historique indépendante.

L'histoire connaît peu d'exemples d'une propagation aussi rapide et aussi ample que celui du 1er Mai. Il fut accueilli avec enthousiasme par les ouvriers du monde entier, par toutes les tendances et les écoles du mouvement ouvrier. En quelques années, il n'y avait pas une ville où, en ce jour, les ouvriers ne manifestaient leur volonté de lutter pour leur émancipation ; et, jusque dans les bourgs les plus perdus, le souffle de la révolte contre l'ordre social existant pénétrait le cœur et le cerveau des ouvriers, des couches les plus avancées aux plus arriérées.

(SUITE PAGE 6)

OUI A LA RIPOSTE OUVRIERE, MAIS PAS DERRIERE LES SYNDICATS

■ "Tous ensemble pour frapper fort à Matignon !" Voilà le cri de ralliement, tous syndicats confondus, pour la journée nationale d'action du 26 avril. Des plus "mouillés" dans les négociations tels CFDT, FEN, aux plus radicalistes tels CGT, FO, et les nouveaux nés du syndicalisme de base comme SUD et CERC, nous les retrouvons là dans une rutilante unité pour faire valoir leur détermination "à en découdre avec la politique Rocard". Le diagnostic était posé dès le mois de mars : "Il y a de grandes potentialités de mobilisation" dit Krasucki. Ni une ni deux, les docteurs en revendications ordonnent le traitement : grèves nationales et journées d'action les 31 Mars, 26 Avril, 1er, 12 et 20 Mai, rien de moins !

En fait d'unité de la classe ouvrière, c'est sa division qu'ont organisé les syndicats. Pour bien voir l'hypocrisie de ces "défenseurs" intransigeants des intérêts ouvriers, il suffit de quitter la scène des "unes" des grands journaux, des grands boulevards de la capitale et aller un instant dans les coulisses

du spectacle. Dans les usines d'assemblage, les centres de tri, là où l'on crève d'exploitation avant d'être jeté sur le pavé comme un animal encombrant, la colère gronde en effet. Mais que font les syndicats de cette colère ?

A Renault-Billancourt, les actions radicales des syndicats au nom du "soutien aux grévistes" ont conduit tout droit à la division, la défaite et la démoralisation. La CGT en tête des grévistes organisait "un pique-nique devant les marches de l'assemblée nationale" pour y déposer ses pétitions, puis réinstallait le mot "Nationale" sous celui de "Régie" que la direction avait fait enlever. Bel exemple de fausse radicalité qui ne débouche au bout du compte que sur la défense des intérêts du capital national que la CGT voudrait faire épouser aux ouvriers. En attendant, les départements de production, après avoir débrayé chacun sur ses revendications particulières, étaient invités par les syndicats à mesurer leur "franc succès" même si l'annulation des retenues pour fait de grève

(SUITE PAGE 3)

Sommaire

FRANCE

- . Les conditions de vie s'aggravent. p.2
- . "Journée de la Terre". p.3

SITUATION INTERNATIONALE

URSS :

- . Gorbatchev promet l'horreur à la classe ouvrière. . . p.4
- . Lettre de Moscou. p.4
- . Récession et guerre commerciale. p.5
- . Sommet Mitterrand-Bush. p.5
- . Grande-Bretagne :
- . La Poll Tax, un piège contre les ouvriers. p.7

TRAVAIL, LOGEMENT, SANTE...

LES CONDITIONS DE VIE S'AGGRAVENT...

■ Dans les discours de la bourgeoisie française aujourd'hui, il est de bon ton de s'inquiéter des "inégalités sociales". De Mitterrand, déclarant le 25 mars : "J'ai cinq ans devant moi pour faire mentir le principe selon lequel un gouvernement de gauche pourrait être producteur d'inégalités", en passant par les hebdomadaires titrant sur les salaires pharamineux des patrons et sur l'accroissement des écarts de revenus, jusqu'aux syndicats et aux gauchistes de "Lutte Ouvrière" dénonçant à grands cris l'"injustice sociale", et pour finir Rocard qui sort de son chapeau une étude "dénonçant l'accentuation d'inégalités inefficaces et injustes", et qui se donne pour objectif de "définir les conditions d'un partage équitable des fruits de la croissance", tout cela fait une belle unanimité.

Il serait particulièrement dangereux de se laisser impressionner par toute cette campagne pétrie d'"égalitarisme". En premier lieu, n'oublions pas que la gauche aux affaires, elle qui lance aujourd'hui des mea culpa, est celle qui a orchestré, deux septennats durant, des attaques en règle contre les conditions de vie de la classe ouvrière, en essayant de les faire passer pour une "politique de progrès social". Aujourd'hui comme hier, si les ouvriers se laissent endormir par ses nouvelles promesses de lendemains meilleurs, le pire les attend. D'ores et déjà, la réalité de la dégradation des conditions d'existence des ouvriers en France au cours de ces dernières années, qui va bien au delà de tout ce que veut bien "reconnaître" officiellement le gouvernement, en dit long sur ce que valent de telles promesses.

UNE PLONGEE DANS LA MISERE QUI TOUCHE EN PREMIER LIEU LA CLASSE OUVRIERE

Mitterrand dans son discours télévisé du 25 mars, n'avait pas de mots assez durs pour fustiger "l'expérience ultra-libérale" de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis avec ses millions de pauvres et de sans-abri. Pourtant la France "socialiste" n'a pas de leçons à apprendre de Thatcher ou de Reagan de ce côté-là.

C'est bien sous la gestion socialiste de Mitterrand que le nombre des familles vivant en dessous du seuil de pauvreté en France s'est accru deux fois plus vite que la population entre 1979 et 1984, atteignant déjà à cette époque un foyer sur 15, soit 1,4 million de familles, et que cet accroissement s'est poursuivi au même rythme depuis lors. De plus, non seulement ces "pauvres", désormais officiellement reconnus, sont de plus en plus nombreux, mais ils sont de plus en plus pauvres, c'est-à-dire qu'ils plongent dans la misère absolue, confrontés à l'impossibilité de répondre aux besoins les plus élémentaires comme se loger et se nourrir.

Mais surtout, cette paupérisation accélérée touche, de plein fouet et en premier lieu, la classe ouvrière. La misère absolue n'est plus depuis longtemps réservée à une frange marginale de la population, vivant en dehors de l'exploitation salariée. Elle n'est plus non plus, comme c'était le cas dans les années 70, composée essentiellement de ces retraités que la classe dominante laissait mourir dans la misère dès lors qu'ils n'étaient plus productifs. Ceux qu'elle touche de plus en plus en premier lieu, ceux qui viennent chaque année grossir les rangs des "nouveaux pauvres", comme les appellent les médias, et c'est particulièrement significatif de l'impasse totale dans laquelle est engagée cette société sans avenir, ce sont de jeunes ouvriers, condamnés le plus souvent à des emplois particulièrement précaires et sous-payés, entrecoupés de longs passages par l'ANPE, et qui souvent, s'ils ne peuvent plus vivre sous le toit de leurs parents, se retrouvent à la rue.

Pour l'ensemble de la classe ouvrière, si ce n'est pas encore la misère totale, celle-ci pèse comme une menace permanente, en premier lieu à travers le chômage, qui malgré tous les efforts de truccages statistiques de la classe dominante, continuant d'exclure de la production, selon les chiffres officiels, plus de deux millions et demi de personnes.

Mais là encore ce chiffre, "stabilisé depuis quelques années" selon les calculs de la bourgeoisie, ne traduit que partiellement la réalité :

- Le chômage de longue durée ne cesse de s'accroître. Aujourd'hui plus de 800.000 chômeurs le sont depuis plus d'un an et n'ont quasiment plus aucune chance de retrouver un

emploi.

- Si le taux moyen de chômage est officiellement stable (autour de 10% de la population active), celui des jeunes et des femmes est en augmentation constante, ce qui pèse directement sur le revenu des familles ouvrières, qui doivent faire vivre plusieurs adultes et leurs enfants avec un seul salaire, tandis que les membres chômeurs de la famille parviennent en fins de droit ou finissent par renoncer à chercher du travail.

- On pourrait multiplier les exemples quand aux tricheries de la bourgeoisie pour masquer la réalité croissante du chômage : dispense de recherche d'emploi aux "vieux chômeurs", ce qui permet de les décompter des statistiques, jeunes dissuadés de s'inscrire à l'ANPE tant qu'ils n'ont pas "une première expérience professionnelle", ou encouragés à la poursuite de la scolarisation, sous couvert d'obtenir de "meilleures qualifications", mais où l'école s'avère la plupart du temps l'antichambre de l'ANPE, stages-parking en tous genres, TUC, SIVP, PIL, etc, sous couvert bien sûr de "réinsertion", avec lesquels la bourgeoisie s'offre en plus le luxe d'une main d'oeuvre à très bon marché, corvéable à merci et qui ne fait pas souvent la grève.

- Enfin, les chiffres du chômage et les statistiques optimistes de la bourgeoisie sur la reprise de la croissance et de l'emploi masquent en fait une généralisation de la précarité du travail. Sur 9 millions de contrats de travail signés en 1988, il n'y a eu qu'un million d'embauches fermes, pour 8 millions d'embauches intérimaires et de contrats à durée déterminée. Il s'ensuit que le nombre d'heures effectuées par certains est trop faible pour qu'ils puissent prétendre à une indemnisation par l'UNEDIC. Sur les 400.000 dossiers de demandes d'allocation rejetés pendant les quatre premiers mois de 89, la moitié l'ont été pour une durée d'affiliation insuffisante.

Il faut ajouter à cela l'accroissement des emplois à temps partiel, que de plus en plus d'ouvriers sont contraints d'accepter et qui concernent aujourd'hui près de deux millions des contrats fermes. Entre mars 82 et mars 88, le nombre d'emplois précaires (CDD, stages) ajouté à celui des emplois fermes à temps partiel, a augmenté de 1,2 million tandis que les contrats de travail à durée indéterminée et à temps plein diminuaient exactement d'autant ! Voilà comment la bourgeoisie peut se targuer d'un "maintien global de l'emploi" ces dernières années !

LA DEGRADATION DES CONDITIONS D'EXISTENCE EST GENERALE POUR TOUS LES OUVRIERS

Loin d'assister seulement à une paupérisation accrue "des plus pauvres", comme essaie de nous le faire croire la bourgeoisie avec ses campagnes sur l'inégalité, en cherchant à opposer les "exclus de la croissance" -chômeurs, jeunes, etc...- aux "autres", "ceux qui s'en sortent bien", qui ont un emploi et un salaire, c'est pour toute la classe ouvrière que la décennie qui vient de s'écouler s'est traduite par une dégradation en profondeur de toutes ses conditions d'existence.

La généralisation de la précarité du travail signifie aujourd'hui que c'est plus d'un ouvrier sur quatre qui est touché directement par le chômage -total, partiel ou "intermittent"-, qui le fait vivre quotidiennement avec un sentiment permanent d'insécurité, tandis que l'immense majorité des autres le subit indirectement, en tant que menace permanente, dans sa famille, ou tout simplement par la pression toujours plus forte qu'il exerce sur les salaires et les conditions de travail.

Quant aux satisfaits de la bourgeoisie qui se targue d'avoir "maintenu le pouvoir d'achat global" ces dernières années, ils sont violemment démentis par la dégradation dont n'importe quel ouvrier peut se rendre compte, mois après mois, quand il s'agit de faire face aux dépenses de son foyer. Il y a belle lurette que les salaires ne suivent plus l'inflation -grâce aux bons soins de la "rigueur" de gauche-, et comme vient de le calculer une étude de l'INSEE, cette "désindexation" représente chaque année "un transfert d'environ 20 milliards de francs des ménages vers les entreprises"...

De fait, la paupérisation de la classe ouvrière en France se traduit dans la vie quotidienne, par les difficultés de plus en plus grandes pour répondre aux besoins aussi élémentaires que se loger, se soigner, se vêtir, élever ses enfants.

Ainsi la dégradation des conditions de logement est un des aspects les plus criants de la misère qu'impose le capita-

lisme à ceux qu'il exploite. Aujourd'hui, on compte 400.000 sans-abri en France auxquels s'ajoutent plus de deux millions de personnes considérées comme "mal logées", c'est-à-dire entassées dans des garnis ou des logements insalubres. Une famille gagnant un SMIC n'a que très peu de chances d'obtenir un logement HLM, encore moins si ses membres sont au chômage ou employés dans un travail précaire. Et pour ceux qui parviennent encore à obtenir un "vrai" logement et à s'y maintenir, c'est au prix de restrictions drastiques sur les autres dépenses du foyer, telles que l'habillement, l'alimentation, l'éducation des enfants ou les transports. En 10 ans, la part moyenne du loyer dans le budget des familles est passée de 25% à plus de 30%, et ceci n'est qu'une moyenne, qui considère l'ensemble des revenus, celui du PDG comme celui du smicard ! Pour les ménages ouvriers, l'augmentation est beaucoup plus forte, d'autant que le prix des loyers a grimpé de manière vertigineuse dans toutes les grandes villes et zones de concentration urbaine où est concentré l'essentiel des ouvriers. Cela sans compter que la hausse des loyers et la dégradation des conditions mêmes d'habitation, ont contribué à aggraver encore les conditions de vie ouvrière, où pour rejoindre après leur journée de travail un logement étroit et sordide, les ouvriers sont contraints à des temps de transports toujours plus longs.

Et ce n'est pas mieux, sur d'autres plans des besoins élémentaires, comme la santé. Depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, c'est un des aspects des conditions de vie qui a subi les attaques les plus féroces : entre 1980 et 1988, le financement des dépenses de santé par la sécurité sociale (autrement dit le salaire social) a chuté de 76 à 72%, tandis que la part revenant aux assurés passait de 15 à 20%. Une série de mesures a transformé de plus en plus le fait de se soigner en un luxe réservé à ceux qui en ont les moyens : réductions successives des taux de remboursement des médicaments, instauration du forfait journalier en 1983 (grâce aux bons offices du ministre PC, Ralite), libération des honoraires médicaux, limitations de la prise en charge à 100% pour les longues maladies... Dans le même temps les cotisations de sécurité sociale et prélèvements divers de "solidarité" n'ont cessé d'augmenter, grévant d'autant la feuille de paye, alors qu'aujourd'hui les dépenses de santé atteignent 6 à 7% du budget des familles ouvrières.

Les campagnes actuelles sur "les inégalités" ne sont pas innocentes. En "admettant" l'existence d'une misère toujours plus criante, en publiant des rapports alarmistes en veux-tu, en voilà sur les "exclus de la croissance", la bourgeoisie essaye d'abord de nous cacher que cette misère n'est que la manifestation même du pourrissement sur pied de ce monde en faillite et sans avenir. Elle en fait un problème d'"égalité" et de "juste répartition de la richesse", autant de mots vides de sens, alors qu'elle est le signe de la crise mortelle de son système, qui ne survit qu'en détruisant toujours plus de richesse sociale, et en imposant des conditions de vie toujours plus effroyables à ceux qu'elle exploite.

Ouvriers, restez sourds à ces discours répugnants. Sachez qu'avec cela, la bourgeoisie ne fait que chercher à vous diviser et à préparer le terrain à de nouvelles attaques, en présentant ceux qui ont un emploi et un salaire "moyen" comme des nantis et des égoïstes qui doivent accepter quelques sacrifices "pour combattre les inégalités !". Restez sourds aux sirènes qui vous conviennent à vous en remettre à la bourgeoisie, son Etat, ses syndicats, pour "corriger les défauts du système". Ce qu'ils vous ont déjà fait subir n'est rien à côté de ce qu'ils vous préparent. Ce système en faillite est sur le point de plonger dans une nouvelle récession, qui va se traduire par une nouvelle montée en flèche du chômage, par une dégradation encore plus violente de toutes vos conditions d'existence, par une généralisation de la misère dans les rangs ouvriers. Dans cette situation, aucune place pour la moindre illusion réformiste. Ne comptez que sur vous-mêmes, que sur vos luttes déterminées et unies sur votre terrain de classe. Elles seules sont capables de préparer la fin de la misère en préparant le renversement du capitalisme.

PE

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
 "Mimesis", 58 rue de Grassis.
BREST : "Maison de la Presse", 64 rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvire", 3 rue de l'Ente.
 Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras
 Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34 rue Poincaré.
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
 Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles, 27 place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
 Café-restaurant "Le Rainbow", 17 rue Mal Delattre de Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
 "Le Temps de Vivre", 54 La Canebière, 13001
 Maison de la Presse, 1 chemin de la Gavotte. 13015
 Maison de la Presse, rue Lamartine, 13500 Martigues

Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
 Tabacs Presse, 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
 "Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
 "Le Vulcain", quai Saturnin Fabre La Seyne sur Mer
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
 "FNAC", 1 bis place Occitane
 "Les Arcades, place du Capitole

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent récolter sur ce qui se passe autour d'eux, les discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers, nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

CONTRE LES ATTAQUES DE LA BOURGEOISIE

...OUI A LA RIPOSTE OUVRIERE, MAIS PAS DERRIERE LES SYNDICATS

(SUITE DE LA PAGE 1)

n'était pas concédée... Belle manœuvre qui permit aux syndicats de faire valoir leur radicalisme dans ce "vrai conflit ouvrier", tout en faisant passer au second plan la mise à la rue de centaines d'ouvriers par la fermeture de l'usine et en camouflant leur collusion avec les exploités dans les accords de réinsertion des éventuels licenciés, dans la mise en place de l'exploitation d'une troisième équipe à Flins, et plus largement, dans les licenciements des 900 ouvriers, à quelques kilomètres de là chez Citroën-Aulnay pour raison d'adaptation aux nouvelles techniques d'exploitation...

F.O., aux côtés de la CGT et tous deux rejoints par la CFDT, appelait aussi à la grève... bien que considérant la fermeture de Renault "malheureusement bien engagée" !

Quant à Lutte Ouvrière qui est à F.O. ce que la puce est au chien, elle fixait aux ouvriers l'objectif radical suivant : "Beaucoup d'entre nous espéraient que les primes de départ seraient aussi conséquentes que dans la sidérurgie ou les chantiers navals, mais ce n'est pas le cas et on n'a pas encore assisté à des mouvements importants pour revendiquer des avantages supérieurs". Bref, tout ce beau monde se retrouvait main dans la main, pour pousser les ouvriers à la rue après les avoir divisés et isolés.

Au moment du bilan, les syndicats ont de plus cherché à enfoncer un sentiment de culpabilité dans les têtes en fustigeant les non-grévistes. On imagine l'ambiance ! De plus les minorités combattives se sont fait embrigader dans le réformisme, le parlementarisme, le nationalisme et le corporatisme, autant de mots d'ordre chéris de la bourgeoisie. La facture est amère. C'est la division qui règne, la démoralisation, le fatalisme de l'échec ouvrier et des attaques capitalistes.

Aux PTT, même topo : les fortes minorités de grévistes se retrouvent dans les filets de l'agitation syndicale. Avec la CGT et SUD, on mène la "guérilla contre le projet Quilès",

avec ses fameux "temps forts de l'action" : "Le 19/04, jour de réunion de la commission des finances à l'Assemblée Nationale et le 23/04 jour du comité technique paritaire"... En fait, autant de temps forts de l'impuissance avec ces heures passées sous les fenêtres de la bourgeoisie à quémander son attention ! Avec F.O., dans le Sud-Ouest, on brûle des pneus sur les routes, ce qui ne brûle en fait que la combativité des grévistes et l'éventuel soutien des autres ouvriers de la région. Ces derniers se trouvant face à un mouvement isolé, pris dans ses "propres spécificités revendicatives", et dont les éphémères incendies ne font briller que le désespoir d'une poignée d'ouvriers que personne ne souhaite naturellement rejoindre.

Ensuite, dès que la conscience de s'être fait avoir pointe son nez dans les assemblées ouvrières, ce sont les propositions de journées nationales d'action qui prennent le relais. De l'unité, en veux tu en voilà ! On n'ose plus reprocher aux syndicats de cloisonner les luttes puisqu'en apparence ils rassemblent...

En apparence seulement, car comme on l'a vu le 26 avril, de mémoire de piéton on n'avait vu un tel défilé divisé, éclaté, dont seul le jugement hypocrite d'un Krasucki le trouvait "uni par...ses différences" !

La fameuse manifestation unitaire des syndicats se composait d'un défilé à Montparnasse (F.O.), un à Port Royal (FEN/CFDT/SUD/CERC), un à Bercy (SNUI/CGT), un aux Gobelins (CGT). Chaque minorité représentant son secteur déployait sa banderole particulière avec sa propre revendication, défendant son propre statut et refusant de voir dans les attaques à l'EDF, l'ANPE, les PTT, Renault, la même offensive capitaliste, contre les salaires, les effectifs et les conditions de travail. Et l'après-midi est passée à courir les uns après les autres. Pour ce qui est de "frapper fort à Ma-

tignon", seuls ceux qui restaient encore en soirée ont pu apprécier l'impact de cette tonitruante journée d'action qu'il faut bien nommer comme un des plus beaux coups de l'hyper-division ouvrière !

Toute cette agitation stérile a permis de provoquer tout de même une belle pagaille, à laquelle s'associait comme d'habitude la direction de la RATP qui fermait à 13 heures les lignes RER desservant les banlieues ouvrières du Nord et du Nord-Ouest de la capitale.

De tout cela aucune perspective d'unité ouvrière n'est sortie. C'est plutôt un regret au goût amer pour les plus crédules des manifestants qui leur faisait dire : "Pour une fois qu'on était tous ensemble!"... Là encore, les actions syndicales ont organisé la division, généré la démoralisation, accentué le débousolement et le chacun pour soi, permis la défaite.

L'objectif de la bourgeoisie, outre celui de faire passer ses attaques en occupant, par le biais des syndicats, le terrain social jusqu'aux vacances, est celui bien plus grave, de la démoralisation de la classe ouvrière.

Empêcher par tous les moyens que les véritables mouvements revendicatifs ouvriers reprennent le devant de l'actualité politique en organisant précisément leur caricature.

Enfoncer encore plus dans les esprits l'absence d'une alternative dans le développement des luttes de notre classe.

En organisant, si besoin est, l'agitation dans la classe ouvrière, la bourgeoisie escompte dompter la combativité qui la traverse et la présenter comme une associée face au chaos qui ravage le monde.

De tout cela il découle qu'emboîter le pas des syndicats, ça coûte cher, très cher. En combativité, en énergie, en argent, mais surtout en espoir et en confiance en nous mêmes.

Yaëlle

TANT QUE LE CAPITALISME VIVRA, IL CONTINUERA A DETRUIRE LA PLANETE

■ A grand renfort de publicité, de battages médiatiques, le dimanche 22 avril devait devenir un événement mondial touchant 137 pays : le Jour de la Terre. Il devait être "un début de prise de conscience", "une modification des habitudes de vie". Les journaux et la télévision nous faisant passer les appels à la mobilisation "avant qu'il ne soit trop tard" pour "lutter" contre la pollution de la planète, contre sa destruction.

Cette manifestation mondiale pour l'environnement (qui n'a pas eu le succès escompté par les organisateurs en France) fait partie de toute une campagne sur l'environnement que développe à l'heure actuelle la bourgeoisie en lien avec celle sur la démocratie, afin de nous faire croire qu'elle prend conscience des "limites" de son système et qu'elle veut et peut y remédier.

Cette journée a vu, en France, les leaders des principales formations politiques faire leur profession de foi "verte" : Jacques Chirac réclame "une expertise scientifique approfondie" avant d'imposer des mesures de réduction de notre consommation d'énergie ; Léotard propose un encouragement fiscal pour amener les industriels pollueurs à faire des efforts ; Queyranne propose un impôt proportionnel aux risques que font courir les pollueurs aux populations ; Lajoie réclame la suppression de l'arme nucléaire. Brice Lalonde, d'un côté, soutient cette "Journée de la terre", compare les crédits de son ministère de l'environnement à "une 2 CV" alors qu'il lui "faudrait une grosse cylindrée", et, de l'autre, autorise une prise d'eau pour le fonctionnement de la centrale nucléaire de Golfech, nouvelle étape vers la mise en route des 2 tranches de la centrale prévue pour juin prochain ; cette même centrale avait eu en mars l'autorisation de rejeter des effluents radioactifs liquides et gazeux.

D'un côté le discours idéologique de la bourgeoisie et de l'autre, les nécessités et les réalités quotidiennes du système capitaliste avec tous les désastres pour l'humanité qu'il engendre.

Il n'y a pas un jour sans que les médias n'annoncent ou ne traitent d'une catastrophe, d'un danger menaçant la planète ; et la liste est longue :

- effet de serre dû à l'accroissement des gaz industriels ;
- amincissement de la couche d'ozone ;
- réserves d'eau douce dégradées par la pollution urbaine, industrielle et agricole ;
- les mers (quand elles n'ont pas carrément disparu comme la mer d'Aral) sont transformées en eau de vaisselle grisâtre, ou dévorées par les algues rouges ;
- les pluies acides qui ravagent les forêts ;
- le nucléaire, ses dangers, ses catastrophes et leurs conséquences dramatiques...

Ceci est doublé d'appels à la mobilisation individuelle et collective de tous nos "vrais" écologistes professionnels pour, soi-disant, faire pression sur les industriels, les gouvernants, afin qu'ils "prennent conscience du danger" et changent les orientations de leur politique.

En fait, la bourgeoisie ne pouvant plus cacher depuis quelque temps l'état de ruine dans lequel elle plonge l'humanité, a pris la décision de se servir de cette situation pour essayer de détourner les questionnements de la classe ouvrière : quelle lutte engager contre les conséquences de la crise économique ? Comment s'organiser dans la lutte ?

Cette campagne s'adresse aux individus et essaie de les entraîner sur le terrain inter-classiste de la défense de l'environnement, de l'écologie, dans une perspective de ré-

formes au sein du système capitaliste, en soutenant la démocratie.

Nous, nous disons que nous n'avons rien à attendre du système capitaliste. Les industriels, les grandes firmes s'intéressent aux "éco-produits", au "label vert" dans la seule mesure où ceux-ci peuvent leur permettre d'ouvrir de nouveaux marchés, où ceci peut devenir un nouveau thème de promotion pour leurs firmes (voir le retrait du marché des bouteilles Perrier ; Rhône-Poulenc qui suspend la vente d'un produit phytosanitaire aux USA, retrouvé dans des pommes de terre) mais certainement pas dans le souci écologique de sauver la planète.

Avec le développement de la crise de surproduction mondiale nous ne pouvons nous attendre qu'à une plus grande concurrence entre chaque industrie ce qui va entraîner une exploitation toujours plus féroce de la classe ouvrière et une augmentation d'accidents industriels et de catastrophes écologiques due à la course aux coûts de productions les plus faibles possibles.

Contre la décomposition de la société capitaliste et la destruction de la planète qu'engendre sa crise, seul le développement des luttes de la classe ouvrière peut ouvrir une perspective à l'échelle internationale d'une société nouvelle : le communisme.

Jo

Courant Communiste International Revue Internationale/ 61

2^e trimestre 1990

16 ff / 75 ff

Situation internationale

APRES L'EFFONDREMENT DU BLOC DE L'EST,
DESTABILISATION ET CHAOS

LA CRISE DU CAPITALISME D'ETAT

La nature de classe de l'URSS

L'EXPERIENCE RUSSE

Propriété privée et propriété collective
internationalisme, 1946

Polémique

LE VENT D'EST ET LA REPONSE DES REVOLUTIONNAIRES

LE RAPPORT FRACTION-PARTI, II



LISEZ NOTRE BROCHURE :

A l'heure où la bourgeoisie de l'Occident "démocratique" exploite à fond l'effondrement du bloc de l'Est pour proclamer que "le communisme a fait faillite", il revient aux organisations révolutionnaires de dénoncer cet ignoble mensonge consistant à identifier le stalinisme au communisme. En défense de la véritable nature de ce qui reste la plus grande expérience révolutionnaire du prolétariat mondial, le CCI a fait paraître une brochure consacrée à la Révolution russe.

En réaffirmant le caractère prolétarien d'Octobre 1917, en s'efforçant d'en tirer les principaux enseignements, cette brochure combat tous les mensonges et falsifications de l'idéologie dominante suivant lesquels "la révolution communiste ne peut conduire qu'au Goulag" :

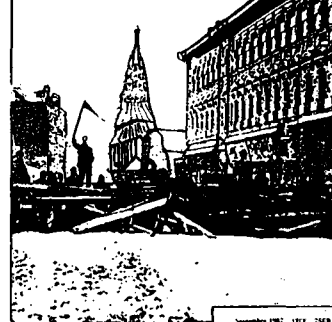
- la Révolution russe de 1917 ne fut pas un coup d'Etat fomenté par un parti "totalitaire" particulièrement habile dans la manipulation des masses. Elle fut une grandiose action des masses exploitées pour devenir maîtresses de leurs propres destinées, pour commencer la construction d'une autre société, une société sans exploitation, sans guerres, sans classes, sans nations, sans misère : une société communiste ;

- il n'y a aucune continuité mais une rupture radicale entre Octobre 1917 et le stalinisme. La révolution russe mourut étouffée, isolée, du fait de la défaite des tentatives révolutionnaires dans le reste de l'Europe, notamment en Allemagne. La bureaucratie stalinienne en fut l'hypocrite et impitoyable bourreau ;

- la version totalement défigurée que l'idéologie stalinienne a donnée pendant des décennies de la Révolution russe n'avait d'autre objectif que de faire oublier l'effroyable répression à laquelle le stalinisme s'est livré contre les ouvriers et les bolchéviks ; de tenter de justifier ce qui reste aujourd'hui encore un des plus grands mensonges de l'histoire : l'assimilation du capitalisme d'Etat russe au "communisme".

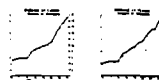
Nous recommandons la lecture de cette brochure à tous nos lecteurs et les invitons à nous aider à la diffuser le plus largement possible.

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

RUSSIE 1917
DEBUT DE LA REVOLUTION
MONDIALE

REVOLUTION INTERNATIONALE

MANIFESTE
SUR LE PROBLEME
DU CHOMAGE



CONTRE LE CHOMAGE
ET LA MISERE CAPITALISTE :
OUVRIERS AU TRAVAIL,
OUVRIERS AU CHOMAGE,
UN MEME COMBAT,
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE



LETTRE DE MOSCOU

Dernièrement, une de nos lectrices a fait un voyage à Moscou. Elle nous a envoyé ses impressions.

■ "Dans presque toutes mes discussions avec des gens différents en Russie, ces gens m'ont exprimé leur peur d'explosions violentes, non seulement dans les républiques périphériques comme celles du sud (Azerbaïdjan) ou de la Baltique. Quoique le groupe anti-sémite Pamiat ait une influence croissante à Moscou, les tensions nationalistes n'ont pas réellement frappé dans cette ville. De toutes façons, la question la plus brûlante à Moscou même est la situation incroyablement de l'approvisionnement, qui, à ce que l'on m'a dit, est pourtant meilleur que dans la plupart des autres parties du pays. Avec des boutiques vides ou ne contenant que quelques marchandises à vendre (les médias ont fait des reportages souvent là-dessus), avec des queues incroyablement longues partout, avec des masses de gens qui envahissent la ville tous les jours (Moscou a une population de 9 millions de personnes, 2 millions de plus y viennent tous les jours des autres parties de l'Union, errant dans les rues, à la recherche de nourriture), avec des prix montant en flèche, la patience de la population touche à sa fin. Pour quelqu'un de l'Ouest, il est vraiment difficile d'imaginer que les gens doivent passer à peu près tous les jours de leur vie à faire la queue pour quelque chose... avec la peur que celui qui est devant vous dans la queue prenne le dernier produit.

Après 5 ans de perestroïka, la situation de l'approvisionnement est devenue la pire que l'on ait connue depuis la deuxième guerre mondiale, et la plupart des gens avec qui j'ai parlé traitent Gorbatchev de démagogue. En fait les moscovites sont surpris d'entendre que sa réputation est si bonne à l'Ouest, parce qu'en Union soviétique la plupart des gens n'ont que du mépris pour lui - du fait qu'il est considéré comme un dirigeant représentatif de l'appareil du parti qui a tout fait, sauf améliorer la situation des ouvriers.

Quand j'ai demandé aux gens s'ils s'attendaient à une amélioration de leur sort, ils m'ont tous répondu qu'ils s'attendaient à ce que cela empire. En conséquence, une colère et une haine incroyables sont en train de voir le jour contre l'appareil du parti. Découragement, désespoir et un manque total de perspective sont les caractéristiques dominantes. Il n'est pas surprenant que l'une des réactions soit l'alcoolisme (déjà, au début des années 80, les ventes d'alcool représentaient un sixième de toutes les ventes de détail, "The Economist", 18/11/89) et l'augmentation de 40% des crimes et de l'hooliganisme. Alors qu'aux USA il y a environ 23.000 assassinats chaque année, le nombre des assassinats en

Union soviétique a atteint les 18.000 avec un accroissement plus important que partout ailleurs dans le monde.

Alors que beaucoup de gens s'attendent à ce que le développement de l'Union Soviétique selon les vœux de Gorbatchev n'aboutisse à l'horreur, nombre d'entre eux placent leurs espoirs dans l'introduction de l'économie de marché. Ils croient que si ces mécanismes deviennent effectifs, la situation de l'approvisionnement et celle désespérée du logement pourraient s'améliorer, et qu'en fin de compte ils obtiendraient "un salaire mirifique pour une journée de travail".

Depuis l'époque stalinienne, depuis la fin des années 1920, les mécanismes de l'économie de marché ont été supprimés ou distordus. Les prix n'ont jamais été établis d'après le mécanisme de l'offre et la demande ; les objectifs de production ont toujours été déterminés par quelques apparatchiks du parti, etc... Aussi les gens en Union Soviétique n'ont pas la moindre idée de la réalité de ces mécanismes de marchés tant vantés, tels que nous les connaissons à l'Ouest. Aveuglés par les manques quasi permanents de marchandises dans les magasins, ils se sentent enthousiasmés et impressionnés par les images des TV de l'Ouest où quand ils entendent parler des monceaux de marchandises disponibles dans les magasins - là où il y a une gigantesque surproduction.

Ainsi quand je les questionnais sur l'"autre côté" de la médaille de l'économie de l'Ouest, à savoir la loi de la jungle de la concurrence, le danger permanent du chômage, la question du logement, la possibilité pour les patrons de licencier leurs employés, la notoire concurrence des ouvriers entre eux, la faim, la misère, etc..., ils s'efforçaient tous de mettre cela de côté et de l'ignorer.

Quand je leur parlais des millions de chômeurs dans les grands pays industriels, certains répondaient même : "si on veut un boulot, on en trouve un, ce n'est que de la paresse". En résumé, les décennies de chômage masqué en Union Soviétique, où pullulent des millions de parasites de toutes sortes, tels les surveillants, les bureaucrates incompetents du parti, les fonctionnaires en tous genres, les agents du KGB, le désœuvrement dans la production, causé par les retards dans l'approvisionnement, l'anarchie et le chaos généralisés, dans le système de production et de distribution, tout cela a conduit de nombreux ouvriers d'URSS à penser que le chômage masqué à l'Est a les mêmes racines qu'à l'Ouest. Les choses iraient très bien si l'on donnait un "bon coup de balai" pour se débarrasser de tous les parasites.

Je leur ai demandé s'ils pouvaient s'imaginer devant l'étalage le plus astucieusement décoré, ou voir tout ces pro-

duits dans les magasins, mais n'ayant pas d'argent ou trop peu à cause des bas salaires, ou du chômage... La plupart d'entre eux ne pouvaient simplement pas imaginer cela. Autre réponse : si l'on travaille assez dur dans son boulot, on peut avoir un meilleur salaire et acheter des tas de choses.

Pour quelqu'un de l'Ouest, c'est dur d'entendre des ouvriers de l'Est exprimer les plus grands espoirs dans la mise en place des mécanismes du marché. Aucun porte-parole capitaliste à l'Ouest ne pourrait répandre une meilleure propagande à propos de ces prétendues vertus de l'économie capitaliste.

Déjà, quand je parlais avec mes compagnons de voyage, ils me disaient avoir eu les mêmes discussions. Leurs conclusions étaient que les gens qu'ils avaient rencontrés étaient très naïfs à propos de la réalité de l'Ouest. Ils ont été surpris que certains des politiciens les plus populaires en URSS sont ceux qui sont les propagandistes les plus ouverts des "réformes capitalistes" (Jelzin, etc...).

Mon compagnon de voyage me disait que tous ceux qui avaient ces espoirs sur les vertus de l'économie de l'Ouest seront probablement les plus déçus.

Après ces quelques discussions avec des gens de Moscou, je me suis rendue compte de mes propres yeux qu'il serait faux de s'attendre à trop de clarté politique de la part des ouvriers d'Union Soviétique. Le règne du stalinisme pèse encore très lourdement comme un cauchemar et les illusions sur l'économie de l'Ouest brouillent encore tout, et cela rendra difficile aux ouvriers d'ici de jouer un rôle clef dans les luttes de classe internationales. L'arriération de l'économie russe fait malheureusement obstacle au dépassement de l'arriération politique des ouvriers en lien avec la classe ouvrière des pays les plus industrialisés de l'Ouest. Et je conclus en disant que cela confère au prolétariat de l'Ouest une responsabilité encore plus grande."

A.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser) nettement dans le courrier qui nous est envoyé, nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

G. (Angers): 80F ; L. (Paris): 30F ; M. (Toulouse): 1870F ; D. (Rouen): 200F.
Tours (permanence du 6 avril) : Stanley: 25F ; SAB: 100F ; NR: 25F ; DD: 25F ; Boss: 50F.
Toulouse (réunion publique de mars) : Jol: 14F ; Ao: 10F ; Pal: 50F ; Ra: 100F ; Frce: 120F ; Chris: 30F ; Bru: 20F ; Ol: 100F.

TOTAL DU MOIS : 2.849 F
TOTAL GENERAL : 11.467 F

AVIS AUX LECTEURS

Nous avons ouvert une souscription pour "L'histoire de la gauche germano-hollandaise". Cet ouvrage étant très volumineux, sa publication a pris du retard et paraîtra au cours du premier semestre 1990.

Les souscriptions ne sont pas perdues : nous tenons à nous excuser auprès des souscripteurs qui seront servis en priorité dès la parution de l'ouvrage.

SALUT A

COMMUNIST INTERNATIONALIST !

Nous signalons la parution du n°1 de "Communist Internationalist", organe du CCI en Inde (en langue Hindi).

इंटरनेशनलिस्ट

COMMUNIST INTERNATIONALIST

नम्बर 1 जनवरी-जून 1990 सहयोग 2 रुपये

पूर्व और पश्चिम

पूँजीवाद दिवालिया है !

कम्युनिज्म ही सचिष्ठ है ।

विश्व के बन्द गलीनों में, अन्तरराष्ट्रीय हलाल का दुष्प जालू रहीं हैं कही नुट के देशों को शरकोरों। गहरी रंजक-नरों में स्व के भीतर राष्ट्रवाद का बिस्फोट, साक्षरिवा के बलिओं की विनाश हृदयान, पोलैण्ड में

डूँब युनिज्म कातिरिटी का सला में बायन, धुरकी जरमनी में जमला का पचायन तथा विनाश प्रदमन, हंगरी की "कम्युनिस्ट पार्टी" का सामाजिक जनवादी पार्टी में रंजकत और रोमानिया । घटनाएं इस तेजी से बट रही हैं कि इतिहास पानन सा हो गया मयला है । यह पाप के पाने में दुष्कल भर नहीं । सोह बरद को उस तत्क एक समूचा पूँजीवादी नुट सड़ तथा बिखर रहा है । समूचा स्लाविनवादी विनाश, इतिहास की सबसे भयंकर प्रतिक्रिया का सर्वाधिक राखसी प्रतीक आज विनाशवाक्य रूप से विनाशिया करार दिया जा रहा है । इसका स्व स्व सरमावेदारी रूप के निर्दे वठित सामराजी नुट को भी अपने साथ बसीट रहा है । कहुने की जरूरत नहीं, बाकी दुनिया का, शासक पश्चिम का शासक बरन अपनी कुभी जाहिर करने का, ऐसी ऐतिहासिक घटना का अपने तरीके से जमन मयाने का मोका नहीं भूक रहा : "कम्युनिज्म मर गया है" "जनसज्म बिर्जोकी हो", "पूँजीवाद ही सब संभव दुनियाओं में से बेहूनी है ।" वैचारिक बदलीको के इस विनाश अभिमान में सामिज होने में मज्दूर वग का कोई हिन नहीं । धुर सामराजियों से लेकर धुर दक्षिणपंथियों तक पूँजीपति वग के सभी हकों द्वारा कैसाये जा रहे झुठों के विनाश, सर्वहारा को साप- (बाकी पेज 14 पर

अग्र-एक नई मुद्रागत-2; राष्ट्रीय मौरवा सरकार 5; कर्मचारी-9; कम्युनिज्म ही सचिष्ठ है-15; रोमानिया-17; पोलैण्ड-20

"REFORMES ECONOMIQUES"

GORBATCHEV PROMET L'HORREUR A LA CLASSE OUVRIERE

■ "Bilan globalement positif", paradait Marchais il y a quelques années pour appuyer l'URSS, le pays du "socialisme réel", "ses acquis", son "économie planifiée" et son "plein emploi".

Aujourd'hui, la réalité est là : un bilan globalement catastrophique sur tous les plans. Pénurie généralisée, inflation des prix, chômage latent touchant officiellement plus de deux millions de personnes dans un pays où le chômage n'existe soi-disant pas, productivité en chute libre, désorganisation de la production, des moyens de transport, sans oublier bien sûr toutes les difficultés accrues par l'éclatement du bloc de l'Est qui permettait un véritable pillage des économies périphériques par l'URSS.

Aujourd'hui, l'URSS est une économie à l'agonie. Aucun des chiffres officiels sur le PNB, la production agricole et industrielle, les dépenses militaires, falsifiés depuis des décennies, ne sont de près ou de loin fiables. Plus personne n'est en mesure d'évaluer l'ampleur de la faillite économique de l'Etat soviétique.

Dans tous les cas, la classe ouvrière en URSS fait déjà les frais, et depuis longtemps, de cette crise permanente où les produits sont de plus en plus rares et de plus en plus chers, où la difficulté pour se loger, se chauffer, s'habiller, se laver tient du parcours du combattant.

Les luttes importantes de cet été en Sibérie et en Ukraine avaient été démonstratives de cette paupérisation de la classe ouvrière, réclamant de fait un minimum vital, significatives aussi de sa combativité face aux mesures d'austérité appliquées par le pouvoir.

Ces luttes ont permis aussi de mesurer le degré important d'illusions sur la "démocratie" occidentale, opposée dans leurs esprits, et grâce à la propagande bourgeoise, à la chape de plomb du stalinisme encore omniprésent, "démocratie" qui leur apporterait soi-disant une amélioration déterminante de leurs conditions de vie.

Mais derrière les mots de "démocratie" et d'"économie de marché", présentées comme le miracle tant attendu, le cauchemar commence à prendre forme. C'est une attaque sans précédent que la bourgeoisie soviétique s'apprete à imposer. Attaque d'une telle ampleur qu'elle l'a retardée jusqu'à aujourd'hui et dont elle ne mesure que trop bien les conséquences sociales.

La bourgeoisie russe hésite encore sur la forme qu'elle doit donner à ces attaques, nullement sur le fond. Comme elle l'a déjà annoncé, le choix entre plusieurs plans de cette offensive est à l'ordre du jour :

- première variante : dite "la plus douce", elle entraînerait une hausse de 20 à 30% en moyenne des prix de gros et de détail (et de 80% pour les matières premières et le pétrole), avec une dévaluation du rouble de 50% au minimum et la suppression des subventions versées par le budget ;
- seconde variante : dite "variante polonaise", avec des prix du pétrole et du charbon de 3 à 5 fois plus élevés, la fermeture des usines déficitaires, un chômage accéléré, une dévaluation encore plus importante du rouble ;

- troisième variante : celle qui paraît envisagée, avec des prix "fixés" par l'Etat pour les matières premières de base, "régulés" pour certains biens et "libres" pour le reste. Cette solution n'étant que transitoire et annonçant la variante polonaise.

Voilà purement et simplement la perspective qui est offerte à la population en général et à la classe ouvrière en particulier pour les prochains mois et les prochaines années : une dégradation phénoménale de ses conditions de vie, avec d'une part l'inflation massive et d'autre part le chômage qui pourrait toucher quelque 50 millions de personnes d'ici l'an 2000 ! Et quand on connaît les sous-estimations entretenues par toutes les bourgeoisies sur la réalité du chômage et de sa crise en général, on imagine l'ampleur de la catastrophe et de l'austérité qui ne peuvent que s'abattre sur la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la situation de l'URSS est la caricature de cette crise mondiale du système capitaliste. Et tous les discours sur les recettes à la sauce libérale cachent mal l'impuissance caractérisée de tous ces bourgeois staliniens :
- la volonté du pouvoir soviétique de s'orienter vers une "économie de marché", telle que la connaît "le monde libre", ne pourra en rien assainir et fortifier cette économie déliquescence : comme le disent certains experts soviétiques, "pour aller vers le marché, encore faut-il que le marché existe !" Et sur ce plan, il est hors de question que l'URSS, comme tous les autres impérialismes, puisse passer outre la surproduction généralisée ;
- désengager l'Etat soviétique de ce bourbier par des "privatisations" tous azimuts n'est qu'une autre facette de cette réforme : 70% des entreprises d'Etat (65% de l'économie soviétique) seraient privatisées. Là encore, personne ne sait vraiment à quel prix vendre dans une économie "planifiée" et encore moins à quel !

Ce qui est sûr, c'est que l'Etat aujourd'hui cherche de plus en plus à se dédouaner de la politique d'austérité à venir. Mais il n'y a pas d'échappatoire quand la crise atteint ce niveau. L'Etat ne pourra faire l'économie de la confrontation. Malgré tout, il y a des Stanislav Chataline, économiste et membre du Conseil présidentiel, partisan pur et dur de la propriété privée et du marché pour déclarer être "favorable à la suppression de l'interdiction de l'exploitation de l'homme par l'homme" dans la loi soviétique parce que cela revient à dire que la surexploitation de l'homme par l'Etat est préférable" (sic).

Malgré tous les attermoiements et toutes les hésitations, la bourgeoisie soviétique a aujourd'hui annoncé la couleur : il n'y aura pas de répit dans les attaques. La classe ouvrière en URSS devra se battre. Mais pour répondre au niveau de ces attaques, elle devra balayer encore nombre d'illusions sur les "bienfaits" de la démocratie et de l'économie libérale. Elle n'a pas le choix.

Stopio

LA RECESSION S'INSTALLE, LA GUERRE COMMERCIALE FAIT RAGE

■ Il ne faut pas croire la bourgeoisie lorsqu'elle nous prodigue des paroles rassurantes sur la situation économique : le qualificatif de "léger ralentissement de l'économie américaine" que l'on trouve dans tous les journaux ne sert qu'à cacher la profonde récession dans laquelle les USA sont déjà entrés et les félicitations adressées par l'OCDE au gouvernement français ne signifient pas que l'économie française nous permettrait d'espérer une amélioration de nos conditions de vie ; elles sont au contraire un satisfecit donné au gouvernement français pour la dureté de sa politique anti-ouvrière et un encouragement à faire pire.

La plongée dans la récession actuelle a une conséquence importante qui de plus en plus conditionne notre vie : dans un marché mondial de plus en plus saturé, toutes les entreprises, mêmes les plus fortes, ont de plus en plus de mal à écouler leurs marchandises ; leur seule solution est donc de prendre à tout prix le marché des autres, c'est pour cela que la concurrence entre entreprises s'est transformé en une guerre économique de plus en plus violente ; guerre économique dont les ouvriers sont les premières victimes.

UNE EXACERBATION DES RIVALITES ENTRE ETATS...

La manifestation la plus apparente de l'intensification de cette guerre économique est, au niveau des entreprises, la constitution d'entreprises gigantesques, hypertrophiées, où la tendance vers la concentration du capital se réalise à travers la lutte à mort entre des super-requins. Toute une série de techniques désormais courantes (fusion, absorption, prise de participation majoritaire...) traduisent l'acharnement et la férocité du combat. Ces derniers mois ont vu de nombreux exemples de concentration économique : si la plus célèbre a été l'union entre les entreprises allemandes et japonaises Daimler-Benz et Mitsubishi qui en fait le premier groupe industriel mondial, chaque jour qui passe voit se réaliser de nouvelles opérations : achat de Jaguar par Ford, constitution d'un grand groupe bancaire au Japon, fusion anglo-américaine dans l'industrie pharmaceutique qui réalise le 2^e groupe mondial dans ce secteur... Les entreprises françaises ne sont pas en reste dans ces opérations : pour ne citer que les plus importantes, on a eu l'accord Renault-Volvo, l'achat par Péchiney de l'américain Triangle dans le secteur de l'aluminium et l'achat par Rhône-Poulenc du plus grand laboratoire pharmaceutique indépendant des USA (Rorer).

Le but de ces opérations est d'abord la constitution de très grands groupes ayant des capacités industrielles et financières énormes et donc capables de faire face à une concurrence générale exacerbée, et si possible de détruire le concurrent avec tout ce que cela veut dire de fermetures d'usines, mais c'est aussi, souvent, du fait de la surproduction croissante, de s'approprier le marché de celui que l'on achète ou avec qui on s'allie ; en d'autres termes, les nouveaux ensembles économiques seront trop importants pour le marché disponible, ce qui entraînera diminution de production et licenciements.

La concentration des entreprises n'est que le phénomène

le plus banal que prend la guerre économique, l'aspect principal et le plus significatif de l'aggravation des tensions commerciales est la bataille impitoyable permanente que se livrent les Etats dans le capitalisme décadent en crise, qui s'entre-déchirent les parts d'un marché mondial sur saturé. Alors que tout le monde parle d'accords commerciaux plus importants, que les sommets économiques se multiplient, et que le "marché unique européen" est "à la une" de l'actualité, chacun faisant assaut de déclarations toujours plus unitaires, la réalité - et plus encore dans l'avenir qui se dessine - est à l'opposé de cela. Chaque Etat européen occidental est amené pour défendre ses propres intérêts nationaux à jouer son propre jeu en se montrant plus agressif, contre et aux dépens des autres Etats européens, ses principaux concurrents. Cette réalité est confirmée par les réserves plus ou moins bruyantes que certains pays - comme la Grande-Bretagne, ou même l'Italie et l'Espagne - émettent sur l'Union Economique et Monétaire. Quant aux partisans les plus décidés de l'unité, quelles sont leurs véritables intentions? La RFA entend mettre à profit les tentatives de constitution d'un marché libre pour l'Europe pour dominer et écraser les autres pays européens de sa puissance économique. Quant à la France, dont la RFA reste le principal client, elle escompte bien tirer son épingle du jeu en profitant des difficultés économiques actuelles de la RFA aux prises avec les problèmes de l'intégration de l'Allemagne de l'Est et ses conséquences sur la fragilisation du mark par rapport au franc, etc...

...QUI AGGRAVE LA RECESSION

L'aspect le plus révélateur de l'aggravation des rivalités commerciales est aujourd'hui l'emballement des mesures protectionnistes que prennent les Etats : taxes douanières de plus en plus élevées, subventions à l'exportation, quotas d'importation, protection des marchés publics... Le renforcement des mesures protectionnistes est le symbole de l'apreté de la bataille entre Etats concurrents. Les mesures protectionnistes en sont arrivées à un tel point que les négociations commerciales que les grands pays font dans le cadre d'un organisme de l'ONU prévu à cet effet (le GATT) deviennent le lieu de récriminations réciproques sur les mesures protectionnistes adoptées par les concurrents; la bagarre en est arrivée à un tel point qu'a été évoquée la possibilité d'un échec total de la grande négociation périodique entre tous les pays - appelée en ce moment Uruguay Round - où chacun espère obtenir quelques facilités de vente chez les concurrents. Un des désaccords essentiels qui se manifeste dans le cadre du GATT montre bien où nous mène la guerre commerciale : les USA, ayant des stocks énormes de blé, subventionnent massivement, et de plus en plus leurs exportations, prenant une part de marché beaucoup plus grande qu'avant, ceci a obligé la CEE à subventionner elle-même ses exportations ; mais des pays plus faibles comme l'Argentine, l'Australie et le Canada n'ayant pas pu adopter de telles pratiques ont leur agriculture qui est en train de se ruiner - et la situation actuelle de l'Afrique nous montre à quel niveau de famine mène la ruine de l'agriculture.

C'est dans les relations entre les USA et le Japon que la guerre commerciale est en ce moment le plus exacerbée : l'affaiblissement relatif du capital américain sur le marché mondial a permis une pénétration massive de marchandises Japonaises aux USA, pénétration qui menace gravement des pans entiers de l'appareil productif américain et qui aggrave la récession dans laquelle les USA sont déjà enfoncés. Les USA ont exigé des négociations selon eux pour obliger le Japon à lever un système protectionniste particulièrement hermétique et à réaliser une politique de relance ; en fait, cet objectif n'est pas essentiel, car même avec de telles mesures, les importations japonaises ne s'élèveraient que lentement, la vraie raison est de justifier les barrières douanières qu'ils s'approprient eux-mêmes à accroître. L'accord conclu dernièrement ne doit pas être compris autrement que comme un épisode de la guerre, épisode qui annonce des mesures encore plus dures : après la conclusion des accords, les autorités américaines ont dit que c'est un premier pas, qu'il faut pousser plus loin, et les autorités japonaises commençaient à restreindre la portée de l'accord et à prendre des mesures de rétorsion en vendant leurs bons de trésor américain, alors que du fait du déficit du budget américain et de leur endettement gigantesque, les USA ont un besoin impérieux des capitaux japonais sous peine de s'enfoncer dans des problèmes monétaires et financiers très graves.

Que signifie une telle guerre commerciale pour les ouvriers ?

C'est cette guerre économique que Mitterrand engageait les Français à mener dans la campagne pour les élections présidentielles en 88 : "Considérons l'économie mondiale ; on n'y voit qu'un champ de bataille où les entreprises se livrent une guerre sans merci. On n'y fait pas de prisonnier. Qui tombe meurt". Ce que Mitterrand se garde d'étaler trop ouvertement, c'est que cette guerre sans merci ne se livre pas seulement au niveau des entreprises mais surtout fait rage entre tous les Etats. C'est dans cette guerre économique que les différents Etats, les différentes bourgeoisies nationales voudraient entraîner les ouvriers en leur faisant accepter des salaires plus bas, en leur imposant des cadences plus rapides, des journées plus longues, leur présentant cette guerre comme le défi qu'ils doivent relever, en les poussant à faire leurs, derrière les intérêts des entreprises et des Etats, ceux de leur capital national.

L'accentuation de la guerre commerciale à laquelle on assiste aujourd'hui, incluant les mesures protectionnistes que chaque Etat est contraint de mettre en avant, ne peut qu'accélérer et amplifier le phénomène de récession qui se manifeste déjà aux U.S.A. à l'heure actuelle (voir R.I. n°188) et le répercuter d'autant plus violemment dans tous les pays, notamment en Europe.

Cela ne peut signifier pour la classe ouvrière, et en particulier ici, en Europe, que la perspective d'attaques plus fortes et plus féroces de ses conditions de vie et de travail.

J. Sauge

APRES L'EFFONDREMENT DU BLOC DE L'EST, LES PREMIERS CRAQUEMENTS SE FONT ENTENDRE A L'OUEST

■ Le 19 avril dernier, toutes les télévisions retransmettaient les images "heureuses" de la rencontre au sommet entre Bush et Mitterrand à Key Largo. Tout y était : le soleil, le cadre idyllique, des poignées de mains chaleureuses, des sourires entre "amis et alliés" et tous les journalistes de faire écho "des convergences de vue" entre ces deux grands occidentaux.

Alors que tout se déchire à l'Est, que Gorbatchev perd ses vassaux les uns après les autres au point que l'URSS, en quelques mois, a perdu son statut de superpuissance, les occidentaux ne montrent-ils pas, à travers ces deux présidents, la sérénité qui règne au sein de leur bloc?

Mais que l'on y regarde juste d'un peu plus près, et ces images apparaissent pour ce qu'elles sont : de la propagande sans consistance. Nos deux "grands hommes" n'ont eu qu'un dialogue... de sourds. Quand Bush en appelle à un renforcement de l'OTAN, et va jusqu'à proposer à la France de rejoindre le commandement intégré, Mitterrand développe sa vision d'une "défense européenne qui limite le rôle de l'OTAN". Pendant que ces deux "alliés" s'expliquaient sous les cocotiers, une lettre commune de Mitterrand et Kohl arrivait dans chaque capitale de la CEE pour proposer l'accélération de la "construction politique de l'Europe des douze", avec en particulier la mise en oeuvre d'une "politique étrangère et de sécurité commune". Malheureusement Margaret Thatcher faisait immédiatement connaître sa réponse : "Il s'agit de problèmes érotiques, qui n'ont pas à être abordés en ce moment."

Voilà la réalité de l'unité occidentale. Et ces événements avec l'étalage des divergences de plus en plus profondes qu'ils ont occasionné ne sont que signes supplémentaires des craquements auxquels on assiste ces derniers mois au sein du bloc de l'Ouest.

Comme disent tous ces grands bourgeois : "les grands équilibres sont bouleversés", mais pas de la manière dont leur propagande veut le laisser entendre, c'est-à-dire avec un Orient disloqué et un Occident uni à qui incomberait la totalité de la responsabilité de la stabilité dans le monde.

La réalité, c'est qu'à l'écroulement du bloc de l'Est, va faire suite, à plus ou moins brève échéance, la disparition du bloc de l'Ouest.

Et il ne peut pas en être autrement parce que ce qui était à la base de l'existence même du bloc US - c'est-à-dire l'existence du bloc soviétique - n'existe plus.

Ce qui faisait la cohésion du bloc, ce qui justifiait le fait que les impérialismes parfois même puissants, mais naturellement concurrents et même antagonistes, se placent derrière

la puissance économique et militaire des USA, n'existe plus.

Aujourd'hui, toutes les contradictions, toutes les rivalités qui existaient mais qui étaient contenues et contrôlées dans le cadre du bloc peuvent s'exprimer librement.

Les rivalités économiques, qui ne cessent de s'aggraver aujourd'hui (voir l'article sur la guerre commerciale dans ce numéro) entre le Japon et les USA, le Japon et la CEE, les USA et la CEE, et au sein même de la CEE, vont de plus en plus clairement déboucher sur un plan stratégique et militaire.

C'est ainsi que nous assistons dans la période actuelle à une multiplication de rencontres, sommets, conférences et autres consultations entre occidentaux, notamment autour de questions aussi cruciales que la réunification de l'Allemagne ou l'avenir de l'OTAN.

Pour chaque impérialisme, la question est déjà de savoir comment défendre au mieux ses propres intérêts, comment se repositionner dans la nouvelle situation, avec qui et comment envisager les prochaines alliances.

Voilà pourquoi la France semble jouer, en ce moment, la carte de l'unité européenne, en particulier avec l'Allemagne, tout en ne fermant pas la porte aux USA.

Voilà pourquoi l'Allemagne, regonflée par la perspective prochaine de réunification, affirme de plus en plus des prérogatives légitimes de superpuissance. Et ces nouvelles prétentions ne vont pas sans créer une profonde inquiétude parmi ses "alliés" qui cherchent, aujourd'hui à travers "la réunion de 2+4", à les contrôler, voire à les restreindre.

Voilà pourquoi les USA, non seulement ne sont pas prêts à abandonner leur leadership, mais de plus font pression pour le renforcer à travers l'OTAN puisque, selon Bush, celui-ci doit jouer "un rôle plus important dans la stabilité de l'Europe", et même devenir le principal forum de l'Occident pour tout ce qui touche aux relations avec l'Est (et le reste du monde) et cela sur tous les plans, économiques, militaires bien sûr, voire écologiques.

Toutes ces divergences manifestes d'intérêts ne sont que des signes supplémentaires des craquements qui se sont faits entendre ces derniers temps au sein du bloc occidental, notamment à travers les initiatives "particulières" comme par exemple celle que la France vient d'avoir en vendant une centrale nucléaire au Pakistan contre l'avis des USA.

La réalité n'est donc pas celle qu'on nous présente. Ce n'est pas la stabilité qui se profile à l'horizon, au contraire, nous sommes entrés dans une ère d'instabilité permanente,

de pressions, de marchandages entre puissances impérialistes, d'alliances qui se font et se défont, où le "chacun pour soi" sera de plus en plus une des règles essentielles au détriment des anciens accords.

Mais surtout nous sommes entrés dans une ère de danger, car ce n'est pas la paix qui va dominer avec la disparition des deux blocs hérités de Yalta, mais au contraire le développement de la barbarie un peu partout dans le monde. On va assister à une multiplication de guerres locales de moins en moins contrôlables (les grands blocs ne sont plus là pour canaliser et orienter le déchaînement de tous les appétits impérialistes) et de plus en plus meurtrières (les ventes d'armes ne connaissent plus les mêmes contraintes, au point que de plus en plus d'impérialismes locaux, comme le Pakistan et l'Irak récemment, pourront se doter et utiliser l'arme nucléaire) sans oublier le rôle de plus en plus actif dans ce déchaînement anarchique de la barbarie des grandes puissances, comme la France, qui vont jouer plus librement leur propre carte pour défendre leurs propres intérêts y compris contre leurs anciens alliés.

L'avenir du capitalisme mondial, c'est, avec l'enfoncement dramatique dans la crise, la généralisation du chaos et son cortège de guerres, de massacres et d'horreurs. C'est cette perspective que promettent les poignées de mains et les sourires hypocrites des dirigeants de ce monde capitaliste en décomposition.

J.E.



(SUITE DE LA PAGE 1)

C'est parce que ce jour de lutte internationale concrétisait au-dessus des contingences et des particularités locales la grande aspiration générale historique, la mission émancipatrice humaine de la classe ouvrière, qu'il a trouvé cet écho brûlant parmi les travailleurs de tous les points du globe. Plus que toute autre action, il fut l'appel puissant à l'éveil de conscience des prolétaires. Précédant souvent toute forme d'organisation concertée, toute idée claire de syndicat, les ouvriers se battaient farouchement en ce jour et arrosaient de leur sang les pavés de leur rue. Même les enfants des ouvriers, ceux qui n'avaient pas encore mis les pieds dans les usines -futurs lieux de leur exploitation-, étaient pénétrés de cette atmosphère ardente et fiévreuse de ce jour de bataille de classe sur le plan international.

Avec une force égale à l'enthousiasme des ouvriers, la haine et la panique s'emparaient des classes possédantes, le spectre annoncé devenait réalité. Les bourgeoisies nationales voyaient, avec rage, apparaître face à elles, un colosse international qui menaçait de détruire leur société. La bourgeoisie prenait chaque jour plus conscience de la lutte à mort qui s'engageait entre elle et le prolétariat. Chaque 1er Mai était devenu une répétition générale qui allait se jouer, une épreuve de force entre classes antagonistes, entre la bourgeoisie héritière et dernière représentante de toute une suite de sociétés basées sur l'exploitation, la spoliation et l'oppression d'une classe sur une autre et par une autre, et le prolétariat, successeur et représentant de toutes les classes opprimées, l'artisan de la nouvelle société humaine, la société sans classe.

Chaque 1er Mai était devenu une préparation active à la guerre civile internationale, un entraînement à la révolution, une étape de la lutte finale, une atteinte toujours plus poussée à l'ordre social capitaliste.

Ce défi révolutionnaire du prolétariat était intolérable à la bourgeoisie et à ses gouvernements qui réagissaient en établissant de véritables états de siège à la veille de ce jour. Les soldats étaient consignés dans leur caserne à la fois pour en disposer en cas de besoin, et à la fois parce que les gouvernements n'étaient pas toujours sûrs de leur docilité. Dans les usines, la surveillance, l'espionnage et la provocation étaient décuplés, les ouvriers suspectés et renvoyés, et les directions affichaient les mesures les plus impitoyables contre

ceux qui voulaient faire grève ce jour-là.

Durant des semaines, la police était sur les dents. Les fiches des suspects étaient sans cesse revués et complétées, les réunions ouvrières interdites, les militants préventivement arrêtés à leur domicile. Une inquiétude générale régnait, les gouvernements se concertaient et veillaient, les forces de police opéraient, la bourgeoisie se préparait.

Mais de son côté, le prolétariat s'organisait aussi avec une volonté de fer et était décidé à la lutte. Dans les caves, les imprimeries clandestines sortaient des appels révolutionnaires diffusés comme par enchantement. Les vieillards, les femmes, les enfants, les moins soupçonnés, devenaient des agents de liaison. Les silences de la nuit dans les quartiers ouvriers, abritaient un travail fiévreux, des réunions clandestines. Les mairies ouvrières devenaient des sièges de comités révolutionnaires. Les militants connus ne dormaient plus chez eux et se cachaient dans les maisons ouvrières pour poursuivre leur travail révolutionnaire. Les ouvriers surveillaient leur quartier, dépistaient les policiers et les provocateurs. Les murs se couvraient chaque nuit de nouveaux tracts et proclamations. Soudainement, avec une rare hardiesse, les monuments, les points les plus hauts et les plus inaccessibles, les clochers d'église, les fils télégraphiques, portaient de pauvres petits bouts d'étoffe rouge -emblèmes de révolte et de lutte des ouvriers.

Un monde en affrontait un autre, les opprimés contre les oppresseurs, prolétariat contre bourgeoisie.

Si aujourd'hui le 1er Mai est devenu une vulgaire procession religieuse et officielle, les vieux militants ont gardé le souvenir vivant des 1er Mai de lutte de classe. Le prolétariat manifestait sa vitalité et sa combativité en passant outre aux décrets et interdictions gouvernementaux. Aucun déploiement de police ne fut assez fort pour empêcher que ne surgissent à l'improviste, d'ici, de là, en plusieurs points de la ville à la fois, les bataillons ouvriers.

La répression sanglante, le massacre de Fourmies, les charges de Cosaques, les sabres des gardes mobiles ne faisaient que galvaniser la combativité des ouvriers.

Les drapeaux rouges, simples bouts d'étoffe que les travailleurs cachaient sous leur chemise en venant à la manifestation, gardaient encore la chaleur de leur corps en flottant dans les airs; et si plus d'un ouvrier tombait en défendant ce drapeau, en le sauvant des mains des policiers, c'est parce qu'alors il symbolisait leur volonté, leur programme, leur but de classe pour lequel ils combattaient et étaient

prêts à payer la victoire au prix de leur vie. Ce furent des 1er Mai d'une classe montant à l'assaut du monde, des 1er Mai du prolétariat révolutionnaire.(...)

... A UNE MASCARADE BOURGEOISE.

Nous voudrions souligner l'intelligence clairvoyante de la bourgeoisie utilisant les armes du prolétariat contre celui-ci. Le drapeau rouge n'est plus le drapeau subversif, objet de haine pour le capitalisme. Depuis longtemps, ce dernier lui a fait une place d'honneur dans ses rangs.

C'est le drapeau qui flotte sur plus de 20 millions de forçats des camps de concentration staliniens. C'est celui qui préside aux exécutions sommaires dans les souterrains du G.P.U. et des procès infâmes de Moscou. Il est drapeau national sur une sixième du globe, où gémissent 150 millions d'esclaves modernes. Il sert d'emblème pendant des années au régime hitlérien, aux camps de concentration, aux déportations, aux tortionnaires de la Gestapo. Il a flotté sur tous les champs de carnage de la deuxième guerre mondiale.(...)

Et ce qui est valable pour le drapeau l'est pour le 1er Mai. "Comment donc", s'écrient les bourgeois, une fête du travail, bien sûr, le travail est sacré. Nous allons fêter le Travail." Les manifestations sanglantes d'autrefois sont devenues des processions légales qui cachent la sanglante réalité de chaque jour. Les cris de révolte sont devenus d'innocents psaumes. Les instruments de cuivre hurlent des marches militaires chauvines qui empêchent d'entendre les autres hurlements, ceux des torturés dans les prisons, dans les camps de concentration de tous les pays.(...)

La bourgeoisie s'est emparée des symboles ouvriers, du drapeau rouge, du 1er Mai. Tous les régimes, celui de Staline, celui d'Hitler, de Pétain, de la 4ème République, ont proclamé ce jour fête nationale. Le 1er Mai est devenu jour de la renaissance nationale et de la respectueuse P... reconnaissance.

La bourgeoisie peut dormir tranquille et ne pas trembler de peur. C'est le 1er Mai 1947. Et demain, tous ceux qui la composent -les gavés et les parvenus, les policiers et les dames honorables, ses hommes politiques et ses prostituées, les gouvernants et les voyous, tout ce beau monde, cette crème de la société, massée le long des cortèges et sur les tribunes officielles, pourront à l'aise acclamer ces ouvriers dans leur bleu trempé encore de leur sueur de travail, et se féliciter qu'ils aient enfin trouvé le chemin et se soient intéressés à la communauté nationale.(...)

La bourgeoisie sait admirablement bien exploiter à son avantage la difficulté humaine de se libérer des images de leurs anciennes idées périmées et inachevées. Transformées en emblèmes et en symboles, les idées perdent leur dynamisme révolutionnaire, cessant d'être des moments d'un développement de la lutte, se figent, deviennent inoffensives. La bourgeoisie et tous ses laquais, ses chefs de partis politiques et ses syndicats, s'emploient de toutes leurs forces à vider le contenu, à faire perdre au prolétariat la compréhension du fond, l'aspiration révolutionnaire de ses idées pour ne laisser subsister que l'enveloppe apparente. Les représentations révolutionnaires deviennent des images saintes, les emblèmes des fétiches qu'on adore et qu'on craint; les symboles vidés de leur contenu révolutionnaire se remplissent d'un contenu nouveau : conservateur, réactionnaire et bourgeois. (...)

Rien n'aura été laissé du passé et de l'histoire des luttes du prolétariat, sans avoir été exploité par le capitalisme contre le prolétariat. Les idées, la terminologie, les noms, les mots, les dates, les emblèmes, les symboles, tout sera utilisé par la bourgeoisie, tout sera transformé en fétiches, et le prolétariat lui-même en masses d'idolâtres. Les meilleurs combattants, les soldats de la révolution, les militants les plus conscients du passé seront canonisés, afin de permettre à des canailles vivantes d'entretenir dans le prolétariat le culte du "chef", le culte de l'obéissance aveugle à leurs personnes proclamées omnipotentes et infaillibles. Toute une mystique fétichiste a été construite et dans laquelle est emprisonné le prolétariat.

Mystique du parti, mystique du "chef", fétichisme du drapeau, fétichisme des 1er Mai.

Le prolétariat se heurte au mur de cette prison fétichiste. Pour reprendre sa lutte révolutionnaire, il doit d'abord impitoyablement briser tout ce système de fétichisme; il doit se libérer de toutes ces images et symboles qu'il a lui-même créés au cours de son histoire et qui servent à la mystifier.

Il faut qu'il apprenne à regarder la réalité nue et crue. Voir la terre rouge partout de son sang, voir ces villes en ruines, voir ces millions de cadavres, voir son corps décharné, affamé, se voir lui-même enfin dans toute la laideur de sa misère, bafoué et dégradé.

La reprise de sa marche en avant et de sa victoire finale se fera à ce prix. Libéré des fantômes et des charlatans vivants, il faut qu'il redevienne lui-même, saisissant le présent, conscient de ses buts et agissant révolutionnairement pour les réaliser.(...)

L'évolution historique impose au prolétariat un problème à résoudre : ou accomplir la révolution, édifier la société socialiste et sauver l'humanité, ou subir le capitalisme et toutes ses conséquences.(...)

La perspective qui s'ouvre devant le prolétariat et l'humanité entière est celle de la barbarie. Barbarie économique, dans le recul des forces de production, barbarie dans la destruction des richesses sociales, barbarie dans les conditions de vie, barbarie dans le rapport entre les hommes. Dans cette rage de destruction forcenée, le capitalisme décadent risque d'entraîner l'humanité entière. Le massacre de quelques dizaines de millions d'êtres durant la deuxième guerre n'aura été qu'une répétition miniature de ce qui attend l'humanité de demain.

Faut-il donc que les villes entières soient transformées en ruines fumantes, faut-il donc que le globe entier soit devenu un seul et immense incendie, faut-il donc que par centaines de millions se comptent les cadavres et que non des fleuves, mais des océans soient rougis de sang pour que le prolétariat comprenne l'immensité de sa responsabilité et de sa mission historique, et qu'enfin, sortant de sa torpeur, se ressaisissant, il réalise en actes son vieux cri révolutionnaire :

**Le monde doit changer de base,
Nous ne sommes rien soyons tout**
Internationalisme n°21,
Mai 1947.

LE PROLETARIAT DEVRA IMPOSER SA DICTATURE

(SUITE DE LA PAGE 8)

Soviet des députés ouvriers et soldats le permettra. C'est lui qui dispose des éléments de base du pouvoir réel, les troupes, les chemins de fer, les liaisons postales et télégraphiques. Soit dit carrément, le Gouvernement provisoire n'existe que pour autant que le Soviet le tolère. Dans le domaine militaire en particulier, il n'est possible actuellement que de donner des ordres qui ne soient pas en contravention ouverte avec ceux du Soviet." (Cité par Oskar Anweiler dans "Les Soviets en Russie", chap. III, 4)

Tous les "experts" de la bourgeoisie chargés d'éruer dans les postes de télévision que la Révolution Russe fut "un coup d'Etat du parti Bolchévick" mentent, comme ont toujours menti les prêtres au service des classes exploiteuses. Le "coup d'Etat" d'octobre 17 fut en réalité l'action massive des prolétaires de Pétrograd, organisés dans leurs conseils, centralisés, ayant déjà une longue expérience du combat quotidien pour le pouvoir. Le parti Bolchévick ne fut majoritaire dans les So-

- l'éligibilité et le droit de vote sont réservés "à tous ceux qui tirent leur subsistance d'un travail productif et utile." (article 64)

- la représentativité des prolétaires des villes est consciemment surévaluée par rapport aux voix de la masse paysanne du fait de leur importance dans la lutte et de leur caractère numériquement faible dans la masse des exploités.

Face à l'instauration de cette "dictature" qui s'accompagna de la dissolution du Parlement bourgeois qui s'était fraîchement constitué, (l'Assemblée constituante), la bourgeoisie cria, évidemment, au crime de lèse-démocratie. Un politicien SR formulait ce cynique reproche en ces termes : "Les Soviets se fixent d'emblée pour but d'être les représentants, non de la Russie entière, mais seulement des ouvriers, des soldats et des paysans travailleurs" (souligné par nous) (Cité par Anweiler, id.).

Ce "seulement" recouvre l'immense majorité de la population, celle-là même que la minorité exploiteuse a écrasée, exploitée et privée de toute liberté réelle pendant des siècles.

Oui, c'est cela la dictature du prolétariat, telle que Marx en découvrit la nécessité et la possibilité, telle que les grandes luttes ouvrières de ce siècle l'ont ébauchée ou revendiquée : le pouvoir de l'immense majorité des exploités, dirigés par le prolétariat et s'exerçant contre les minorités exploiteuses.

Le prolétariat ne put garder le pouvoir en Russie seul. L'échec de la révolution prolétarienne en Europe, en particulier en Allemagne 1919-1923, condamna la révolution à périr affamée, mutilée, étouffée de l'intérieur (voir article dans RI n°189)

Mais l'expérience de ces années là reste un trésor inestimable que les luttes futures sauront faire fructifier, à condition de faire table rase de la montagne de mensonges et falsifications avec lesquels la classe dominante tente de le faire disparaître aujourd'hui.

Plus que jamais, le sort des classes exploitées, et de l'humanité toute entière, dépend de la capacité de la classe ouvrière mondiale à bouleverser de fond en comble l'ordre social capitaliste pourrissant. Plus que jamais la destruction du pouvoir politique et économique des classes dominantes est une nécessité de survie impérieuse. Plus que jamais, la dictature du prolétariat, la vraie, la concentration du pouvoir politique dans les mains des prolétaires armés et organisés en Conseils souverains, au niveau international, demeure la seule voie réaliste pour jeter les bases d'une nouvelle société enfin véritablement communiste.

Il ne suffit pas que les prolétaires de notre temps comprennent que le stalinisme n'a jamais rien eu à voir avec la dictature du prolétariat, qu'ils n'en a été que la négation la plus systématique, barbare et sanguinaire. Cela des décennies d'expérience historique le leur ont lentement appris. Il faut encore qu'ils se réapproprient, par leur propre lutte, par l'action des révolutionnaires, la conscience positive de la nécessité et des moyens de cette inévitable étape de sa lutte historique : la dictature du prolétariat.

RV

"En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte de classes, et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases du développement historique de la production ; 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes" (Marx, lettre à Weydemeyer, 5 mars 1852).

viets qu'après des mois du torrent révolutionnaire qui traversa la vie des Soviets de Février à Octobre 17. Ce n'est pas Lénine qui a inventé les Soviets ni lui qui leur a donné le pouvoir. Ce sont les Soviets qui ont franchi un pas qualitatif dans la conquête du pouvoir et si les Bolchéviks se sont trouvés à la tête du nouveau pouvoir révolutionnaire, c'est parce qu'ils avaient acquis la confiance des masses ouvrières les plus expérimentées que l'histoire ait connues.

OCTOBRE 1917, DESTRUCTION DE L'ETAT BOURGEOIS

"Il ne nous restait plus qu'à transformer par quelques décrets le pouvoir des Soviets, de l'état embryonnaire où il se trouvait, en une forme légalement reconnue et consacrée dans l'Etat russe, la République Soviétique de Russie." (Lénine, au début de 1918, cité par Anweiler, op.cit.)

La constitution de 1918 se charge de préciser l'aspect formel de la dictature du prolétariat. Elle affirme clairement "la dictature du prolétariat des villes et des campagnes ainsi que de la paysannerie pauvre" (article 9). Explicitement, aucune place n'est laissée aux exploités dans les organes gouvernementaux :

- les personnes employant des salariés ou ayant des revenus non acquis par le travail, ainsi que les commerçants en sont exclus ;

LA "POLL TAX" : UNE PROVOCATION ET UN PIEGE CONTRE LES OUVRIERS

■ Le nouvel impôt imposé par Thatcher en Grande Bretagne, la "Poll Tax" (1), constitue une nouvelle attaque contre les conditions de vie de la classe ouvrière. Alors que la hausse des prix est évaluée officiellement autour de 10%, et monte en fait jusqu'à 16-17% dans les villes comme Londres, la Poll Tax vient encore gréver le salaire des ouvriers en doublant et même triplant le montant de l'impôt local qu'ils payaient jusqu'à présent. Pas étonnant que cette mesure ait suscité la colère en Angleterre. Après la hausse vertigineuse des taux d'intérêt dans le remboursement des prêts et les augmentations successives depuis 6 mois des loyers, du gaz, de l'eau, de l'électricité, des charges sociales, l'imposition de la Poll Tax aurait pu être la goutte d'eau qui fait déborder le vase du mécontentement ouvrier. En fait, elle a servi à la bourgeoisie anglaise comme exutoire de la colère ouvrière sur un terrain qu'elle avait jalonné.

LA LUTTE CONTRE LA "POLL TAX" : LA BOURGEOISIE SE PARTAGE LE TRAVAIL.

Le mouvement de "lutte contre la Poll Tax" a été soigneusement orchestré par l'ensemble des partis, de Thatcher aux gauchistes, chacun jouant son rôle dans une magnifique mise en scène sur le thème du "mécontentement populaire" dans laquelle la classe ouvrière allait se faire diluer et piéger. Alors que les attaques ne cessent de pleuvoir sur la classe ouvrière anglaise, la "Poll Tax" a été désignée par la bourgeoisie comme "LA" mesure qu'il fallait combattre. Et pour cause.

Annoncée depuis 2 ans environ, et déjà mise en application en Ecosse depuis un an, la Poll Tax, loin d'être l'expression d'une nouvelle "folie" de Thatcher comme on voudrait le faire croire, était gardée au chaud pour être appliquée au moment jugé propice par l'ensemble de la bourgeoisie anglaise.

Après s'être assurée de la défaite des conflits de l'automne, celle des ambulanciers qui ont mené une lutte longue restée isolée, celle des ouvriers de Ford qui a été divisée entre ouvriers qualifiés et non-qualifiés, celle des métallurgistes qui est restée minoritaire pendant plusieurs semaines jusqu'à s'éteindre, la bourgeoisie anglaise a commencé sa mise en scène: Thatcher a annoncé la mise en application de la Poll Tax à tout le pays. Comme réponse immédiate à cette "nouvelle" mesure, la gauche du Labour Party (The Militant) et tous les gauchistes, notamment le SWP, se sont empressés de prendre le relais en lançant dès janvier une campagne populiste contre la Poll Tax, organisant toutes sortes de comités municipaux et de manifestations devant les mairies auxquels les ouvriers étaient conviés à participer en tant que "citoyens" aux côtés de "tous les mécontents" appelés à ne pas payer la Poll Tax. De son côté, le Labour Party (travailleiste) venait compléter le tableau en proposant ses diligents services dans les élections municipales à venir, dénonçant les "injustices" de Thatcher et se portant candidat à la "réforme" de celles-ci, tout en démontrant son attitude de garant de l'ordre social par sa dénonciation des "émeutes" et sa défense de la légalité: il faut quand même payer la Poll Tax.

Dans ce contexte où tout était mis en place, les ouvriers se sont faits avoir. Tout le but de cette manoeuvre était de les museler face aux nouvelles attaques qui ne vont pas manquer de se développer avec l'accélération de la crise économique et l'entrée de la Grande-Bretagne dans la récession ouverte, en leur faisant quitter leur terrain, et en les noyant dans la "révolte populaire".

En effet, la bourgeoisie n'a pas peur des mouvements "populaires", d'ailleurs très "à la mode" avec les événements à l'Est. Par contre, elle a peur des mobilisations massives de la classe ouvrière qui seule peut la faire reculer.

L'attaque constituée par la Poll Tax a été choisie avec soin par la bourgeoisie pour piéger les ouvriers. Le fait d'une part que cette mesure soit du type "droite musclée" à la That-

cher, directe et pas insidieuse comme celles auxquelles le PS nous a habitués en France, permettait de polariser d'emblée le mécontentement, et de le diriger spécifiquement contre Thatcher au grand bénéfice du Labour Party. Le fait d'autre part que la Poll Tax touche d'emblée l'ensemble de la population, favorisait la dilution de la classe ouvrière dans le mécontentement de toutes les autres couches appauvries de la sociétés. C'est à des réunions de comités, des manifestations mélangeant couches moyennes, petits commerçants, petits artisans, tout le "petit peuple" cher aux gauchistes, que ces derniers ont convié les ouvriers, poussant même éventuellement à des bagarres sans issue avec la police pour bien défouler le mécontentement...

CE N'EST QU'EN LUTTANT SUR SON TERRAIN QUE LA CLASSE OUVRIERE PEUT FAIRE RECULER LA BOURGEOISIE

Au lieu de mener la lutte sur un ferme terrain de classe, non seulement contre la Poll Tax mais contre TOUTES les attaques, non dans des comités d'habitants mais dans des assemblées et des comités d'ouvriers, non dans des boycotts individuels et des pétitions de "citoyens" mais dans des grèves et des manifestations collectives de la classe, non dans les urnes mais dans la rue, les ouvriers se sont laissés embarquer dans la campagne populiste de la gauche et des gauchistes, et ont quitté leur terrain de classe, le seul qui leur est propre et le seul sur lequel ils peuvent obliger la bourgeoisie à reculer. C'est pourquoi cette dernière n'a eu aucune crainte à déployer ses forces policières lors de la grande manifestation contre la Poll Tax le 31 mars à Londres et à foncer dans le tas avec une sauvagerie peu connue dans le pays "le plus démocratique du monde".

Aujourd'hui, les ouvriers se retrouvent déboussolés, désorientés entre les appels minables de la gauche à "ne pas payer la Poll Tax", c'est-à-dire à se livrer individuellement aux poursuites judiciaires, et ceux du Labour Party à voter travailleiste. C'était le but de la manoeuvre: rendre la classe ouvrière impuissante face aux attaques, non seulement la Poll Tax, mais toutes les autres qu'elle prépare.

L'effondrement des régimes stalinien à l'Est fournit aujourd'hui à la bourgeoisie occidentale une occasion rêvée de refourbir ses armes. Démocratie, peuple, syndicats, liberté, justice, réformes: la bourgeoisie n'a que ces mots-là à la bouche, et c'est sur cette base que le Labour Party en Grande Bretagne reprend "du poil de la bête".

Mais les ouvriers ne doivent pas oublier ce qu'ils ont appris concrètement et le plus souvent à leurs dépens depuis 20 ans d'attaques, de luttes ouvertes, et souvent de défaites dans les pays "démocratiques". Ils ne doivent pas oublier que c'est toujours en luttant sur leur terrain de classe, dans les usines et dans la rue, en étendant leurs luttes aux autres ouvriers, en maintenant une autonomie de classe, en rejetant les magouilles syndicales, les discours populistes qu'ils ont pu faire reculer la bourgeoisie. Ils ne doivent pas oublier ce qu'ils savent des "mécanismes" démocratiques, électoraux, syndicaux tant vantés aujourd'hui à l'Est, toujours utilisés contre la classe ouvrière. C'est seulement en se maintenant fermement comme classe collective et unie qu'ils pourront faire reculer la bourgeoisie et déjouer ses pièges tel que celui de la "Poll Tax".

CN, 25.04.90

(1) La Poll Tax vient remplacer ce qui était jusqu'ici l'équivalent des impôts locaux en France, portant sur le type de logement, en un impôt "par tête" ("Poll" Tax) équivalent pour tous. Ce nouvel impôt, qui augmente considérablement les charges, bénéficie directement aux "riches" et défavorise les plus "pauvres", en particulier les ouvriers qui se trouvent souvent nombreux d'une même famille à vivre sous le même toit.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

L'IRRESPONSABILITE DU MILIEU POLITIQUE PROLETARIEN FACE A LA SITUATION MONDIALE ACTUELLE

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le vendredi 18 mai à 21h, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :

Réunion publique le samedi 19 mai à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le vendredi 18 mai à 21h à Majo, impasse Métral, Villeurbanne, Métro République.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, les 13 mai et 10 juin à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le vendredi 18 mai à 21h. Rendez-vous au métro, sortie station des Chartreux.
Permanence les 30 mai et 13 juin de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse les samedis 19 mai et 23 juin au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème) de 11h à 12h.

NANTES :

Réunion publique le samedi 12 mai à 17h à "La Fraternité Protestante" 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredi 4 mai et 8 juin à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedi 12 mai et 16 juin de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 12 mai à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence tous les samedis, sauf ceux des réunions publiques, de 18h à 20h, même adresse.
Nous signalons d'autre part que nous tiendrons un stand et des forums à la "Fête de Lutte Ouvrière", du 2 au 4 juin.

ROUEN :

Permanence le samedi 19 mai à 14h à la Halle-aux-Toiles.
Vente de la presse au marché "Le Clos St.Marc" le dimanche 13 mai de 11h à 12 h.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 25 mai à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger-Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les vendredis 4 mai, 18 mai et 1er juin à 18h30, même adresse.
Vente de la presse les dimanches 13 mai et 10 juin de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :

Réunion publique le samedi 19 mai à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Permanence le vendredi 11 mai à 20h30, à la même adresse.

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Pour tous contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de REVOLUTION INTERNATIONALE avec la mention suivante : R.I./R.M

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)

Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuiller expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE

DE CLASSE

15F + 3F

LA DECADENCE DU CAPITALISME

15F + 3F

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE

D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC

d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933

13F + 5F pour frais d'envoi

BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE

15F + 3F pour frais d'envoi

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)

10F + 6F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

Le prolétariat devra imposer sa dictature pour mener l'humanité à son émancipation

■ Depuis un certain temps, régulièrement, les historiens officiels de la prétendue Glasnost gorbatchévienne apportent au monde de nouvelles "révélations" sur les gigantesques mensonges du stalinisme. Les médias occidentaux s'en font, enthousiastes, largement écho en répandant sur les écrans de télévision, aux heures de repas, de nouvelles images de charniers de l'époque stalinienne. Mais ce goût subit pour la "transparence" de la part de la fraction dominante de la nomenklatura stalinienne, ce curieux souci de "vérité" affiché par les professionnels de l'intoxication et de la manipulation idéologique des médias occidentaux, n'a pas pour objectif de rétablir la vérité sur ce que fut véritablement la révolution prolétarienne de 1917, ni sur la contre-révolution stalinienne qui l'écrasa avec la coopération active des puissances "démocratiques" occidentales (voir RI n°187). Tout ce déballage, soigneusement distillé, présenté, commenté par les propagandistes de la classe dominante, n'est en réalité qu'une façon plus sophistiquée de chanter en commun le même hymne aux vertus de la "démocratie" bourgeoise parlementaire et de vomir en chœur les pires falsifications sur ce que fut réellement la "dictature du prolétariat" en Russie. Dans le plus grossier des cas, celle-ci est tout simplement identifiée à son bourreau, le stalinisme, dans le plus élaboré, elle est présentée comme "la véritable racine" de la dictature stalinienne. Dans tous les cas, elle est évoquée comme une sanguinaire impasse dont seule la démocratie parlementaire bourgeoise peut nous préserver.

LE STALINISME N'EST PAS PLUS LA "DICTATURE DU PROLETARIAT" QUE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE N'EST "LE POUVOIR DU PEUPLE"

Mais personne ne sait ou ne dit ce que fut la véritable dictature du prolétariat ; qui sait aujourd'hui ce que désigne le mot Soviet ? Qui comprend pourquoi les prolétaires du monde entier se sont réclamés avec enthousiasme de la dictature du prolétariat en Russie et dénonçaient la démocratie bourgeoise comme déguisement de la dictature du capital ? Pourquoi ont-ils vu dans la révolution de 17 "le phare" qui éclairait l'avenir de tous les exploités ? Le terme même de dictature du prolétariat fait aujourd'hui peur aux prolétaires à qui on enseigne inlassablement qu'il s'agit de la plus sanguinaire dictature contre les travailleurs.

Malheur au prolétariat s'il ne parvient à retrouver sa propre vérité, celle de sa propre histoire ! Malheur à lui s'il se laisse endormir par la manipulation médiatique idéologique de la démocratie bourgeoise ! Plus que jamais, il doit se rappeler ce qu'avaient compris ses aînés lorsqu'en 1917 ils imposaient "la dictature des soviets" - c'est-à-dire le pouvoir sans partage des assemblées ouvrières et de leurs délégués élus et révocables à tout instant - contre l'hypocrite dictature du capital habillée en "démocratie".

"La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les riches. La liberté en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves." Lénine, "L'Etat et la révolution", (chap.V, 2.), août 1917.

Que les esclaves relèvent la tête, qu'ils se dressent contre l'ordre social qui les opprime, et la "démocratie" bourgeoise révèle son véritable visage : celui des "semaines sanglantes" qui marquèrent les massacres des ouvriers parisiens en 1871 ou des prolétaires insurgés de Berlin en 1919, celui de la répression de milliers de luttes écrasées avec une sauvagerie à la mesure des craintes des classes possédantes.

Les ouvriers russes qui avaient subi la terrible répression bourgeoise au cours de leurs luttes révolutionnaires de 1905 savaient, et réapprirent au cours de 1917, à quel prix le prolétariat doit payer toute illusion sur le "libéralisme démocratique" des capitalistes. Ils savaient que la seule démocratie véritable pour les exploités, c'est celle qu'ils bâtissent eux mêmes, pour eux seuls, de façon directe, massive, avec leurs propres assemblées, leurs propres délégués qu'ils élisent et

peuvent révoquer à tout moment : les Soviets.

Ils avaient appris que la bourgeoisie ne comprenait d'autre langage, de la part de ses exploités, que celui de la force. Ils savaient qu'il était impossible de "convaincre démocratiquement" les classes dominantes d'abandonner leur guerre mondiale où les prolétaires ne participaient que comme chair à canon. Que c'est seulement par l'exercice d'un pouvoir dictatorial - celui de la violence révolutionnaire des masses armées - que le prolétariat peut arracher aux classes exploiteuses les commandes de la société, les armes, le pouvoir sur les moyens de production et sur l'ensemble de la vie sociale.

"La dictature du prolétariat, période de transition au communisme, établira pour la première fois une démocratie pour le peuple, pour la majorité, parallèlement à la répression nécessaire d'une minorité d'exploiteurs." Lénine, "L'Etat et la révolution" (chap. V, 2.)

LES CONSEILS OUVRIERS (SOVIETS) : ORGANES DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

"Le pouvoir des Soviets n'est pas autre chose que la forme d'organisation de la dictature du prolétariat, de la dictature de la classe la plus avancée qui élève à une démocratie nouvelle, à la participation autonome à la gestion de l'Etat, des dizaines de millions de travailleurs et d'exploités qui apprennent par leur propre expérience à considérer l'avant-garde disciplinée et consciente du prol comme guide le plus sûr". Lénine, 1918.



CONSEIL OUVRIER DE PETROGRAD EN 1917

Les Soviets, conseils de députés ou délégués d'assemblées, apparurent spontanément pour la première fois pendant la grande "grève de masses" de 1905. Ils étaient l'émanation directe des milliers d'assemblées de travailleurs, dans les usines et les quartiers, qui se multipliaient dans la plus importante explosion de vie ouvrière jusqu'alors dans l'histoire. Comme s'ils reprenaient la lutte là où leurs aînés de la Commune de Paris l'avaient laissée, les ouvriers russes généralisaient dans la pratique la forme d'organisation que les communards avaient ébauchée : assemblées souveraines, centralisation par délégués éligibles et révocables.

Contrairement aux formes syndicales, caractéristiques du siècle dernier, les conseils n'existent pas de façon perma-

nente : ils n'ont pas d'existence en dehors de celle des assemblées massives d'ouvriers et ne vivent donc que dans et pour la lutte ouverte. Ils organisent la lutte pour la défense économique, mais contrairement aux syndicats ils ne se cantonnent pas à elle. Les aspects politiques et économiques du combat contre l'ordre établi s'entremêlent de façon permanente. C'est ainsi qu'en 1905, les conseils ouvriers, les Soviets vont agir et prendre des décisions dans les domaines les plus divers s'affirmant de plus en plus comme organes de pouvoir à côté et contre le pouvoir établi.

En octobre 1905, les travailleurs et députés de nombreuses usines du principal centre industriel, St. Petersburg, décident de leur propre chef l'établissement de la journée de huit heures ; certains Soviets font verser des allocations aux chômeurs ; les conseils s'occupent de réquisitionner des lieux publics pour la tenue d'assemblées ouvrières ou des logements de riches pour y placer des sans-logis ; à Moscou, ils peuvent décréter le rationnement de l'eau potable, imposent l'ouverture de magasins ou le moratoire des loyers ouvriers ; à St. Petersburg, le Soviet de la ville donne des instructions à la poste, aux chemins de fer ; ses milices ouvrières donnent même des ordres à certaines forces de police ; il interdit aux rédactions de soumettre leurs journaux à la censure et ne laisse sortir que des journaux portant la mention "Non censuré". Le chef de la police secrète de St. Petersburg déclare que le Soviet se comporte en "second gouvernement".

Douze ans avant octobre 17 et la prise du Palais d'hiver, les soviets en naissant s'affirmaient déjà comme "la forme enfin trouvée" de la dictature du prolétariat.

Lorsque la révolution, en février 1917, éclate à nouveau en Russie, les Soviets réapparaissent instantanément. L'expérience a été largement assimilée et intégrée. D'emblée, ils couvrent l'ensemble des centres ouvriers et s'étendent dans l'armée. Face au Gouvernement provisoire qu'instaure la bourgeoisie à la suite de la chute du Tzar, les soviets s'affirment très vite de nouveau comme un double pouvoir. Dès le 9 mars 1917, sept mois avant Octobre, le ministre de la guerre du Gouvernement provisoire écrit au généralissime Alekseev :

"Le Gouvernement provisoire n'a pas le moindre pouvoir effectif. Vos ordres ne seront exécutés que dans la mesure où le

(SUITE PAGE 6)

Revolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.